

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 17 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à FAURE Cécile, HADDAD Catherine donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas donne procuration à MEYER Jean-Yves, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques

Absents : KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-125

10 juin 2025

OBJET : Fonds de concours CCBA dans le cadre de l'accueil de loisirs « stages multisports » - répartition des dépenses liées au fonctionnement de l'accueil de loisirs

Transmis au
représentant de l'Etat le : **20 JUIN 2025**
Affiché le :
Notifié le : **20 JUIN 2025**

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération n°5 du 3 juillet 2020 portant délégations générales à Monsieur le Maire ;

Considérant la création par délibération du 30 janvier 2007 d'un fonds de concours pour la participation financière de la CCPAV à l'époque, devenue CCBA, à l'organisation des stages multisports par la ville d'Aubenas

Considérant l'intérêt d'organiser un accueil de loisirs « stages multisports » pendant les congés scolaires et de développer l'offre de loisirs aux enfants de 8 à 12 ans, résidants sur le territoire de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas,

Considérant la nécessité d'accueillir les enfants les plus isolés des activités sportives et de combler l'offre de loisirs inexistante sur certaines communes du territoire,

Il est proposé à cette fin, moyennant une participation financière de la CCBA d'ouvrir ces stages aux enfants domiciliés sur le territoire intercommunal.

Considérant que dans cette configuration, tous les enfants domiciliés sur le territoire intercommunal bénéficieraient d'un accès aux stages à un tarif identique,

Considérant que la ville d'Aubenas porterait le dispositif dans son intégralité,

Considérant l'intérêt de répartir les coûts liés au fonctionnement de cet accueil de loisirs,

Il est proposé de fixer les modalités de participation financière de la CCBA, basée sur le reste à charge des collectivités après perception des recettes annuelles CAF et la participation des familles.

Considérant que le montant dû par la CCBA est calculé en fonction du nombre de journées enfants issus de la CCBA hors Aubenas,

Il est proposé au Conseil Municipal de permettre aux enfants et aux familles issus de la CCBA de bénéficier d'une offre de loisirs pendant les congés scolaires et d'approuver les modalités de participation financière de la CCBA dans le cadre de l'accueil de loisirs « stages multisports ».

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Approuve** le principe d'ouverture des stages multisports aux enfants domiciliés sur le territoire intercommunal,
- **Approuve** la répartition du coût réel annuel de l'accueil de loisirs multisports entre la ville d'Aubenas et la CCBA,
- **Approuve** le principe de reste à charge annuel des collectivités,
- **Autorise** Monsieur le Maire à communiquer un titre de recettes annuel à la CCBA pour le montant du reste à charge concernant les enfants résidant sur la CCBA (hors Aubenas).

Extrait certifié conforme,

Jean-Yves MEYER,
Maire



Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)